



Maine et Loire

FO DGFIP 49 LESYNDICAT LIBRE ET INDÉPENDANT

☑ [HTTP://WWW.FO-DGFIP-SD.FR/049](http://www.fo-dgfip-sd.fr/049)

☎ 02-41-74-53-04

fo.ddfip49@dgfip.finances.gouv.fr

MARDI 9 OCTOBRE 2018 GRÈVE INTERPROFESSIONNELLE et MANIFESTATIONS

**Si les agents de la DGFIP traversent la rue,
que peuvent-ils constater ?**

Emploi-Réseau :

Dans son rapport de juin, la Cour des Comptes indique que la DGFIP est la première contributrice à la maîtrise des effectifs de l'État. 2130 suppressions en 2019 !

Depuis la fusion DGI-DGCP, en 10 ans près du quart des effectifs a disparu. Avec 5 % des effectifs de la Fonction Publique d'État, la DGFIP supporte près de la moitié des suppressions.

La spirale infernale des suppressions d'emplois se traduit par la fermeture de postes et services.

Au 1^{er} janvier 2018, 174 trésoreries ont fermé leur porte. A terme, c'est la disparition totale du réseau qui est programmée par la mise en place d'agences comptables.

Rémunération : la misère !

- Salaire : gel du point d'indice,
- Avancements et promotions au compte-gouttes,
- Augmentation de la retenue pour pension,

Le PPCR : bras armé pour favoriser l'individualisation et la mobilité forcée

- Gain insignifiant de points d'indice pour un allongement des carrières,
- L'objectif est la remise en cause des statuts général et particuliers des fonctionnaires.

En complément du PPCR, le RIFSEEP est une forme de prime au mérite qui harmonise les régimes indemnitaires au niveau inter-fonctions publiques par le bas afin de faciliter les mobilités forcées ou choisies. Ce projet prévoit que 75 % des agents seraient jugés NON MÉRITANTS !

Retraite universelle par points

Faire une économie de 45 milliards en baissant les pensions de 15 % en moyenne !

C'est l'individualisation au détriment de la solidarité. La retraite universelle est vendue comme une liberté de choix pour permettre à chacun de fixer la date de son départ en retraite, comme une solution plus égalitaire.

Cette contre-réforme, c'est le travail sans fin, la disparition de tous les régimes dont le code des pensions civiles et militaires pour niveler les retraites vers le bas.

Macron indique que « **Tout euro cotisé donnera lieu au même montant de retraite** ». Mais Jupiter est peu bavard lorsqu'il s'agit de donner des explications sur les périodes non cotisées ?

Parce qu'elle prend en compte chaque minute travaillée ou non, la réforme sera plus pénalisante pour les bas salaires et les carrières hachurées d'inactivité (maladie, chômage, maternité ...) ou de temps partiel subi. Les femmes seront les premières victimes. La liberté se résumera à partir avec une pension de misère ou se résoudre à un travail sans fin.

Laissons la parole à **F. FILLON**, cet expert associé aux réformes de 2003, 2007 et 2010 :

« Le système par points, j'y suis favorable. Mais il ne faut pas faire croire au français que ça va régler le problème des retraites. Le système par points permet une chose qu'aucun homme politique n'avoue : baisser chaque année la valeur des points et diminuer le niveau des pensions. »

La retraite par point est la porte ouverte à la capitalisation et à un système à deux vitesses, entre ceux (les plus modestes, majoritaires) qui devront faire avec le minimum ou travailler jusqu'au bout de leur vie, et les autres qui pourront se constituer une épargne individuelle auprès des assureurs du privé.

Alors le 9 octobre, ils seront « en marche » pour stopper la régression sociale, pour défendre leurs droits, leurs salaires, leurs retraites, la DGFIP et le service public !

**FO DGFIP 49 s'associe à l'appel unitaire
à la grève interprofessionnelle du 9 octobre
et invite les agents de la DGFIP à participer aux manifestations.**



Salaires, emploi, Retraites, services publics, LE 9 OCTOBRE ENSEMBLE POUR NOS REVENDICATIONS !

Ces derniers mois, les mobilisations et les grèves ont été nombreuses et de plus en plus importantes : les cheminots, les salariés de l'énergie, d'Air France, de la grande distribution, d'Eiffage, les retraités, les personnels des EHPAD, les agents de la Fonction publique, les lycéens et étudiants... !

Malgré ces coups de boutoir, et alors que ce gouvernement en proie à une crise sans précédent et est de plus en plus isolé dans le pays, il annonce vouloir poursuivre « sans faiblir » ses contre-réformes et sa politique d'austérité.

Qu'il s'agisse :

- ▶ des risques qui pèsent sur les droits des salarié.e.s et demandeurs d'emploi en matière d'assurance chômage;
- ▶ de la remise en cause du droit à l'avenir des jeunes par l'instauration d'une sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur et par le gaspillage que constitue le service national universel;
- ▶ des atteintes au service public, en particulier CAP 22;
- ▶ des destructions d'emplois au travers de la désindustrialisation
- ▶ des attaques portées à notre système de santé;
- ▶ de la destruction de notre système de retraites;
- ▶ du gel des prestations sociales et des pensions de retraite;

Nous devons mettre un coup d'arrêt à cette politique !

Face à cette situation et à des décisions régressives qui s'opposent aux demandes légitimes des travailleurs et de la jeunesse, l'heure est à la défense des fondements de notre modèle social et à la conquête de nouveaux droits.

Les organisations signataires appellent les salarié.e.s du public

et du privé à se réunir sous la forme d'assemblées générales, d'heures d'informations syndicales, de débrayages... sur leur lieu de travail pour discuter de la situation, des revendications et ainsi préparer les conditions du rapport de force interprofessionnel.

Elles les appellent à concentrer le 9 octobre l'ensemble des actions, mobilisations et grèves, sectorielles et/ou locales afin de permettre une expression de l'ensemble de nos revendications.

Mardi 9 octobre, grève interprofessionnelle et manifestations

Angers :
Place Leclerc
10 h 30

Cholet
Place Travot
10 h 30

Saumur :
Place Bilange
10 h 30

Segré :
Place du Port
10 h 30

SALAIRES, PENSIONS

- ▶ Augmentation des salaires, du point d'indice et des pensions, allocations et minima sociaux.
- ▶ Non à l'augmentation de la CSG.

SERVICE PUBLIC

- ▶ Défense et reconquête du service public accessible et de qualité sur tout le territoire dans l'intérêt des agents et de la population.
- ▶ Non aux privatisations!
- ▶ Non à la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires!

DROIT AUX ÉTUDES

- ▶ Non à la sélection à l'entrée de l'université. Maintien du baccalauréat comme diplôme national et comme premier grade universitaire permettant l'accès à l'université.

SÉCURITÉ SOCIALE

- ▶ Défense et reconquête de la sécurité sociale basée sur le principe « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins ».

DROIT A LA RETRAITE

- ▶ Retour au droit à la retraite à 60 ans pour toutes et tous à taux plein.
- ▶ Maintien de tous les régimes de retraite par répartition (régime général, Code des Pensions et CNRACL, régimes spéciaux).
- ▶ Retrait du projet de création d'un régime de retraite universel par points. Maintien des pensions de réversion.